

Comité consultatif sur l'application des droits

Dix-huitième session
Genève, 2 – 4 juin 2026

EFFICACITÉ DU SYSTÈME ADMINISTRATIF D'APPLICATION DES DROITS DE BREVET ET DE DESSIN OU MODÈLE : L'EXPÉRIENCE PÉRUVIENNE

*Contribution établie par M. Diego F. Ortega Sanabria, secrétaire technique, Direction des inventions et des nouvelles technologies, Institut national pour la défense de la concurrence et la protection de la propriété intellectuelle (INDECOPI), Lima (Pérou)**

RÉSUMÉ

Cette contribution décrit le système administratif péruvien chargé de faire respecter les droits de brevet et de dessin ou modèle. Le droit matériel relatif aux brevets et aux dessins et modèles est harmonisé au sein de la Communauté andine, mais les pays disposent d'une certaine marge de manœuvre pour adopter leurs propres règles de procédure en matière d'application, ce que le Pérou a fait. L'application des droits est centralisée au sein de la Direction des inventions et des nouvelles technologies, qui relève de l'Institut national pour la défense de la concurrence et la protection de la propriété intellectuelle (INDECOPI), et s'appuie sur une commission spécialisée chargée d'enquêter sur les allégations d'atteinte, de mener des inspections, de recueillir des informations, d'ordonner des mesures conservatoires et la cessation des comportements illicites, ainsi que de rendre des décisions définitives immédiatement exécutoires. Les performances de la commission sont évaluées à l'aide de deux indicateurs clés : la rapidité de la prise de décision et la pertinence des décisions, qui se mesure par le rapport entre les décisions confirmées et celles infirmées en deuxième instance administrative : entre 2020 et 2024, 86% des décisions de la commission ont été confirmées.

* Les opinions exprimées dans ce document n'engagent que l'auteur et ne sont pas nécessairement celles du Secrétariat de l'OMPI ou de ses États membres.

I. CARACTÉRISTIQUES DU SYSTÈME D'APPLICATION DES DROITS DE BREVET ET DE DESSIN OU MODÈLE AU PÉROU

1. Le droit applicable en matière de brevets et de dessins ou modèles industriels au Pérou est commun à tous les pays membres de la Communauté andine. Les différents pays disposent toutefois d'une grande latitude pour établir leurs propres règles de procédure en matière d'application des droits de brevet et de dessin ou modèle.

2. Au Pérou, l'autorité nationale chargée de l'octroi des droits de brevet et de dessin ou modèle industriel pour les inventions et les modèles d'utilité est l'Institut national pour la défense de la concurrence et la protection de la propriété intellectuelle (INDECOPI), par l'intermédiaire de sa Direction des inventions et des nouvelles technologies. La direction comprend une commission chargée de statuer sur les atteintes à ces droits et de les sanctionner. Ce système a été mis en place pour tirer parti des compétences techniques de l'institut en tant qu'institution spécialisée dans les questions de brevets et de dessins et modèles.

3. La commission est habilitée à ouvrir des enquêtes, dans le cadre desquelles elle peut procéder à des inspections et recueillir des informations. Plus important encore, elle peut imposer des mesures conservatoires (décrites ci-dessous) et ordonner la cessation définitive des comportements illicites. Les mesures définitives de la commission peuvent inclure l'imposition d'une amende et le retrait des produits contrefaisants des circuits commerciaux. Une fois définitives, ces mesures deviennent exécutoires et doivent donc être appliquées immédiatement.

II. PRINCIPAUX INDICATEURS DE PERFORMANCE DES ACTIVITÉS DE LA COMMISSION

4. À ce jour, la commission a franchi des étapes importantes en ce qui concerne la rapidité de ses procédures et la pertinence de ses décisions.

A. RAPIDITÉ DE LA PRISE DE DÉCISION

5. En vertu de l'article 24 du [décret-loi n° 1075](#) approuvant les dispositions complémentaires à la décision n° 486 de la Commission de la Communauté andine, le délai maximal prévu pour statuer sur une action en justice relative au non-respect des droits de brevet et des droits de dessin ou modèle est de 180 jours ouvrables (environ 10 mois). La commission a respecté cette obligation depuis sa création.

6. La commission s'efforce de se prononcer sur toutes les affaires dans les délais légaux et, bien entendu, de les régler dans les meilleurs délais, sans porter atteinte au droit des parties à un procès équitable. Depuis 2020, le délai moyen de traitement de ces dossiers est toujours resté inférieur au délai légal (figure 1); entre 2020 et 2022, ce délai moyen était inférieur à la moitié de ce délai légal, situation qui s'est reproduite en 2025. En 2023 et 2024, le délai moyen de traitement des dossiers a augmenté en raison de contraintes opérationnelles temporaires.

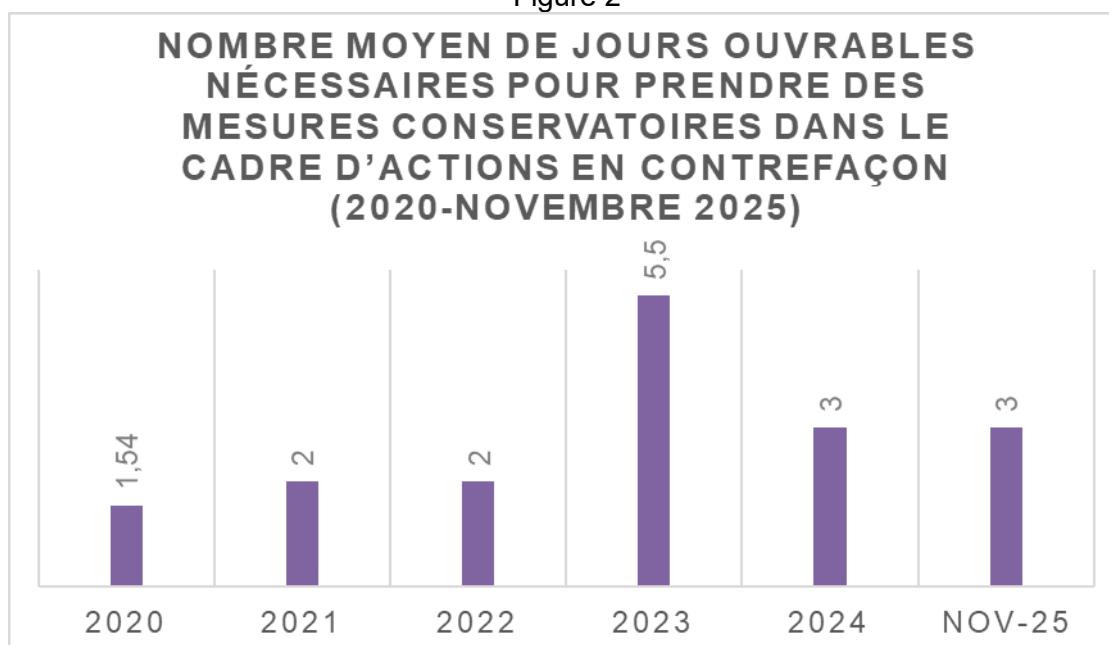
Figure 1



Source : Commission de la Direction des inventions et des nouvelles technologies.

7. Afin de garantir l'efficacité de ses décisions définitives, la commission est habilitée à ordonner des mesures conservatoires, notamment l'interdiction de vendre, de mettre en vente, d'utiliser ou d'importer les produits présumés contrefaisants. Ces mesures sont adoptées rapidement et ne nécessitent ni le paiement d'une redevance ni la constitution d'un cautionnement financier. Depuis 2020, le délai moyen pour l'adoption de mesures conservatoires a toujours été inférieur à 10 jours ouvrables et, dans la plupart des cas, égal ou inférieur à trois jours ouvrables (figure 2).

Figure 2



Source : Commission de la Direction des inventions et des nouvelles technologies.

B. PERTINENCE DES DÉCISIONS

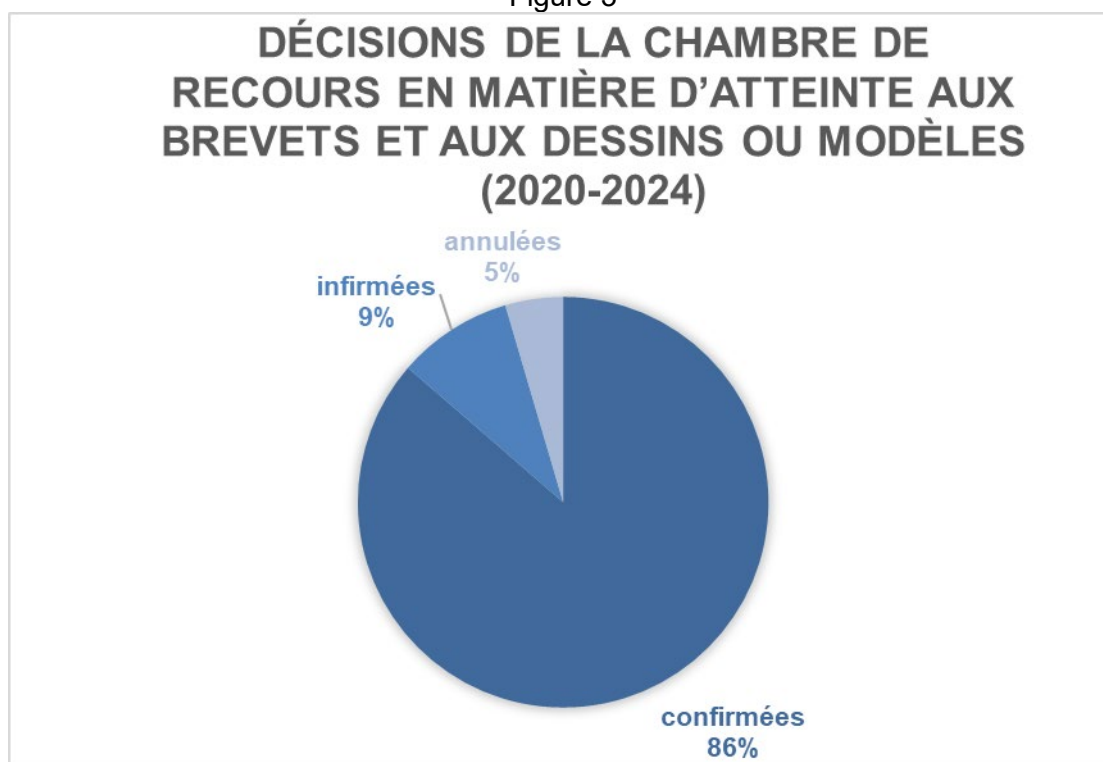
8. Seules la pertinence et la haute qualité technique des décisions de la commission peuvent garantir la crédibilité et la sécurité juridique à ses utilisateurs. Ses décisions sont le fruit d'un processus technico-juridique qui s'appuie sur l'expérience d'avocats et d'examineurs en matière de brevets et de dessins ou modèles. Une fois que le défendeur a répondu aux moyens invoqués pour engager la procédure à son encontre, l'affaire est transmise à un examinateur en matière de brevets ou de dessins et modèles afin qu'il détermine si le produit

en question relève du champ d'application du droit. L'examineur rend un avis qui est pris en considération par la commission pour régler la question.

9. La commission a été la première autorité andine à adopter et à mettre au point la doctrine des équivalents pour déterminer s'il y a eu atteinte à un brevet; par conséquent, la protection conférée par ce droit ne se limite pas à la seule formulation littérale des revendications. D'autres critères importants ont également été définis, tels que la "simultanéité de tous les éléments" (pour établir qu'il y a eu atteinte, l'objet en cause doit présenter tous les éléments définis par les revendications, soit littéralement, soit par équivalence) et la "renonciation tacite à l'étendue de la protection" (même si un mode de réalisation particulier est mentionné dans la description, il ne sera pas protégé si le déposant ne l'a pas inclus dans les revendications).

10. Le rapport entre les décisions confirmées et celles infirmées en deuxième instance administrative par la chambre de recours en matière de propriété intellectuelle de l'INDECOPi constitue un moyen d'évaluer la pertinence des décisions de la commission. Entre 2020 et 2024, la chambre a confirmé 86% des décisions de la commission, en a infirmé 9% et annulé 5% (figure 3).

Figure 3



Source : Commission de la Direction des inventions et des nouvelles technologies.

III. CONCLUSION

11. Le mécanisme d'application des droits de brevet et de dessin ou modèle au Pérou s'est révélé un outil efficace pour la défense de ces droits. L'exposé qui sera présenté à la dix-huitième session du Comité consultatif sur l'application des droits (ACE) de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) fournira des précisions sur le fonctionnement de la commission et ses résultats, afin que les initiatives menées par le Pérou puissent être reproduites dans d'autres pays.

[Fin de la contribution]